

ARRÊTÉ DE TARIFICATION
Service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile
des familles fragilisées
de l'association Aide à Domicile en Milieu Rural dénommée « ADMR »

Tarification de l'exercice 2022

A.D n° 2022.1688

Le Président du conseil départemental de Tarn-et-Garonne,

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment les articles L312-1, L221-1, L222-3 et L222-5 ;

Vu le décret n° 2016-750 du 6 juin 2016 relatif à la liste des activités de services à la personne soumises à agrément ou à autorisation dans le cadre du régime commun de la déclaration et notamment son article 2 modifiant le CASF en insérant un article D. 312-6-2 ;

Vu le protocole de fonctionnement du 11 décembre 2018 conclu entre le Président du Conseil départemental de Tarn-et-Garonne et l'ADMR stipulant dans son article 1 que l'ADMR est titulaire d'une autorisation délivrée par le Président du Conseil départemental ou réputé être autorisé conformément à l'article 48 de la loi relative à l'adaptation de la société au vieillissement n° 2015-1776 du 28 décembre 2015 – III ;

Vu l'avenant 43/2020 du 26 février 2020 relatif à la révision des emplois et des rémunérations ;

Vu les propositions budgétaires de l'ADMR pour l'exercice 2022 pour l'aide et l'accompagnement à domicile des familles fragilisées ;

Vu le dialogue de gestion du 08/08/2022 au pôle solidarités humaines ;

Sur proposition de Monsieur le directeur général des services du Département ;

ARRÊTE

ARTICLE 1

La tarification des prestations de l'ADMR pour l'aide et l'accompagnement des familles fragilisées est fixée comme suit pour l'exercice 2022 :

prix de journée	
tarif moyen pour 2022	tarif applicable du 1 ^{er} septembre 2022 au 31 décembre 2022
45,62 €	59,24 €

ARTICLE 2

Dans l'hypothèse où le tarif journalier 2023 ne serait pas fixé au 1er janvier 2023, le prix de journée versé à compter du 1er janvier 2023 sera égal au prix de journée moyen fixé pour l'année 2022.

ARTICLE 3

Les recours contentieux contre le présent arrêté doivent parvenir au tribunal interrégional de la tarification sanitaire et sociale de Bordeaux - Cour administrative d'appel de Bordeaux - 17 cours de Verdun - 33074 BORDEAUX CEDEX dans le délai franc d'un mois à compter de la date de sa publication ou à l'égard des personnes et organismes auxquels il est notifié, à compter de la date de sa notification, conformément à l'article L 351-1 du code de l'action sociale et des familles.

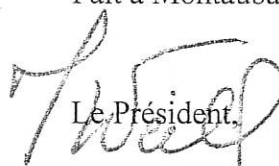
ARTICLE 4

Le directeur général des services du conseil départemental, la directrice générale adjointe chargée du pôle solidarités humaines, le directeur de l'ADMR sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs du conseil départemental de Tarn-et-Garonne.

Article L.3131-1 du CGCT :

Publié le **23 AOUT 2022**

Fait à Montauban, le **23 AOUT 2022**


Le Président
Michel WEILL

Michel WEILL